

"L'Europe joue des muscles" dans Die Welt (10 novembre 1971)

Légende: Le 10 novembre 1971, le quotidien allemand Die Welt décrit les tensions économiques qui opposent les États-Unis à la Communauté économique européenne (CEE).

Source: Die Welt. Unabhängige Tageszeitung für Deutschland. Herausgeber Kremp, Herbert. 10.11.1971, Nr. 262. Hamburg: Die Welt. "Europa läßt die Muskeln spielen", auteur:Herlt, Rudolf, p. 4.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/l_europe_joue_des_muscles_dans_die_welt_10_novembre_1971-fr-b376ee8a-4779-4e69-b987-e06c2762ace5.html



Date de dernière mise à jour: 06/07/2016

L'Europe joue des muscles

Par Rudolf Herlt

L'Amérique se sent bernée par la Communauté économique européenne (CEE)

Le Conseil des ministres de la Communauté européenne a jugé bon d'attiser un peu plus la tension qui s'accumule depuis un moment déjà entre Bruxelles et Washington. L'organe décisionnaire de la Communauté a approuvé un projet de mandat qui autorise la Commission à négocier avec la Suisse, l'Autriche, la Suède, la Finlande, l'Islande et le Portugal la libre circulation des produits industriels.

Ainsi naîtrait un espace de libre-échange regroupant la CEE élargie et les pays restant au sein de la zone réduite de l'Association européenne de libre-échange (AELE) après l'entrée de l'Angleterre, du Danemark et de la Norvège dans la Communauté économique. Dans ce grand espace de libre-échange englobant 16 pays, les produits industriels seraient exempts de droits de douane et donc plus compétitifs que les produits en provenance de pays tiers, des États-Unis par exemple.

Washington a vivement réagi à cette perspective d'une nouvelle attaque contre ses intérêts commerciaux. La susceptibilité de la plus grande puissance économique du monde pourrait prêter à sourire si elle n'était pas fondée sur des raisons politico-commerciales aussi sérieuses et s'il n'y avait pas d'intérêts politiques européens fondamentaux en jeu.

Les États-Unis se trouvent aujourd'hui préservés de la tempête qui secoue le système monétaire international. Les Américains sont conscients du rôle qu'ils ont joué dans l'éclatement de la crise monétaire internationale. Le dollar étant à la fois monnaie de référence et monnaie de réserve, ils représentent le cœur du système monétaire, un cœur arythmique, auquel il arrive de faire des crises de tachycardie depuis que le gouvernement américain cherche à trop vouloir d'un coup: gérer la guerre du Viêt Nam, accorder une aide militaire à d'autres États, aider au développement de nations pauvres. L'industrie américaine a de surcroît créé à l'étranger un appareil de production dont la performance est quatre fois supérieure à celle des exportations des entreprises américaines situées sur le territoire américain. Pourtant, les États-Unis auraient pu faire face à ces hautes exigences en termes de productivité s'ils avaient pu gérer leurs importations et leurs exportations en maintenant leur traditionnel excédent d'exportation.

Les États-Unis se heurtent sur ce plan à des obstacles de plus en plus nombreux. Le Japon n'a ouvert que timidement ses frontières aux produits américains. La Communauté économique européenne s'est forgé un système agricole en rien favorable aux importations. Elle aplanit en outre les barrières douanières avec les pays associés: la Turquie, la Grèce et les anciennes colonies françaises, élargissant ainsi jusqu'au bassin méditerranéen et en direction de l'Afrique du Nord l'espace dans lequel des produits des pays membres bénéficient d'avantages douaniers. Avec l'adhésion de l'Angleterre, cette zone préférentielle s'ouvrira aussi aux pays plus défavorisés du Commonwealth. Elle s'étendra jusqu'aux Antilles, aux portes des États-Unis qui se heurteront à des barrières douanières, là où les produits européens entrent librement.

Pendant longtemps, les Américains sont, de manière inconséquente, restés sans réaction face aux attaques contre leurs intérêts commerciaux. Ils vendaient cependant moins de produits alimentaires en Europe étant donné la politique agricole européenne déraisonnable qui a conduit non seulement à des surplus impossibles à écouler mais aussi à une diminution des importations. Malgré tout, Washington n'a pas pris de mesures de représailles. Il est vrai que les exportations de denrées alimentaires à destination de la CEE, même stagnantes, représentent un volume auquel les fournisseurs ne peuvent renoncer. Après tout, les États-Unis sont conscients de la valeur que représente un marché européen en pleine expansion pour leurs produits industriels.

Étant donné les intérêts en jeu, le gouvernement américain s'est gardé jusqu'au mois d'août de provoquer sur un coup de tête un conflit commercial, solution pourtant défendue au Congrès par de nombreux partisans depuis la montée en puissance de la concurrence japonaise. Et la Communauté, tant dans sa composition actuelle qu'élargie, n'aurait pas le dernier mot car elle dépend trois fois plus du commerce extérieur que les

États-Unis.

Elle joue pourtant des muscles et risque, en intégrant au sein de la zone préférentielle les pays restant dans l'AELE, de susciter le ressentiment du géant, ressentiment auquel la crise monétaire a fait prendre une nouvelle dimension. L'expérience a montré que le gouvernement Nixon, dans la phase actuelle, n'hésite pas à prendre des mesures protectionnistes, imposant des droits spéciaux par exemple, si l'intérêt du pays l'exige.

Pour des raisons politiques évidentes, le gouvernement fédéral allemand ne peut tolérer que la Communauté accule la grande puissance occidentale à la solution extrême qui consiste à se retirer de l'Europe. Le programme de résolution de la crise monétaire internationale s'articule autour de deux composantes; l'une a trait à la politique monétaire et l'autre non. Ces composantes sont les barrières commerciales encore présentes, la politique agricole européenne, les tarifs douaniers préférentiels au sein de la Communauté et la nouvelle répartition des charges de défense et de l'aide au développement.

La Communauté doit de toute urgence entamer un débat avec les États-Unis sur ce vaste domaine et parvenir à un accord d'intérêts qui, d'une part, permettrait la suppression progressive des charges à l'encontre des États-Unis et, d'autre part, ferait émerger des solutions de politique commerciale au profit des pays restant dans l'AELE. Le problème doit être abordé de manière globale dans l'intérêt politique de l'Europe. En provoquant de la sorte, volontairement ou non, la Communauté ne fait que se porter préjudice.